



N° 26 Août - Augustus 2009

8° FORUM DES PEUPLES À BANDIAGARA

Alors que les dirigeants des 8 pays les plus riches se réunissaient en Italie, nous étions plus de 600 participants à Bandiagara, au Mali, pour le Forum des Peuples. Nous étions là pour affirmer avec force que le G8 n'a reçu aucun mandat pour concevoir des plans de développement au nom de l'Afrique.

Vue sur une partie des participants durant la cérémonie d'ouverture « Au moment où le G8 se tiendra dans un style bourgeois, en Italie, nous tenons notre sommet des pauvres sur le plateau dogon, dans la localité de Bandiagara (Nord du Mali) », a déclaré mardi Mme Barry Aminata Touré, citée par l'AFP. « Il n'y aura pas de sujets tabou, nous parlerons de tous les défis que pose la crise financière internationale aux populations, mouvements sociaux et gouvernements africains », a-t-elle ajouté en précisant : « Nous voulons donner mauvaise conscience aux pays riches. Notre message est clair : il n'appartient pas au G8 d'élaborer des programmes et stratégies de développement pour l'Afrique. »

Démonstration des cavaliers de Bankasse. Les pays riches ont annoncé à la fin du sommet du G8 qu'ils vont investir 20 milliards de dollars en faveur de la sécurité alimentaire mondiale. Ne croyez surtout pas qu'il s'agit là d'une bonne nouvelle. Cette annonce est dans la logique des préoccupations des dirigeants du G8. Depuis la crise alimentaire mondiale de 2008, les pays industrialisés ne pensent qu'à cela : investir dans les pays pauvres, spécialement en Afrique, pour leur propre sécurité alimentaire ou dans l'espoir de faire des profits juteux.

Une étude de la FAO et du Fonds international de développement agricole (FIDA) a été publiée le 25 mai 2009. Elle a pour titre : « Accaparement des terres ou opportunité de développement ? » Elle « appelle à la consultation des populations rurales menacées et à une meilleure prise en compte de leurs intérêts dans les transactions » (Cité par l'hebdomadaire malien « Les Echos » du 12 juin 2009, dont nous empruntons ici plusieurs éléments).

Le rapport confirme l'accroissement des transactions à grande échelle. En 5 ans, en Ethiopie, au Ghana, au Mali, à Madagascar et au Soudan, ce sont 2,5 millions d'hectares sur lesquels les investisseurs se sont rués. Et le phénomène va encore s'accroître car les profits sont réels et juteux.

'*Malibya agriculture*', la société chargée d'exploiter les 100 000 hectares "offerts" à la Libye. Ce phénomène d'accaparement des terres agricoles devrait s'accroître. Le «commerce du carbone» va renforcer ce phénomène. En effet, il permet au pays du Nord de continuer à

polluer en produisant des agrocarburants sur les terres agricoles du Sud (nous y reviendrons plus longuement dans un prochain article).

« Comme souvent en Afrique, ces terres sont propriétés des Etats et les paysans ne détiennent qu'un droit d'usage » dénonce ladite étude. Les contrats signés par les investisseurs restent très vagues et la répartition des récoltes entre exportation et consommation locale est totalement occultée.

Ce que nous avons vu à l'Office du Niger ne contredit pas cette étude. En effet, en quittant Bandiagara, nous nous sommes rendus à Kolongo et nous avons visité le domaine de 100 000 hectares offert par le Mali à la Libye dans la zone de l'Office du Niger. Nous avons pu constater que les travaux (confiés à une entreprise chinoise) avancent rapidement, tant du côté des canaux d'irrigation que de la route de 40 km qui traversera ce domaine large de 2 à 3 km.

Travaux d'aménagement du canal principal (100 m de large) Nous avons posé la question à plusieurs personnes normalement bien informées de l'Office du Niger: personne n'a pu nous dire si le riz qui sera produit par la société '*Malibya agriculture*' est destiné à la population libyenne, malienne, africaine ou au marché mondial ! »

Le Forum des Peuples de Bandiagara a bien eu raison d'affirmer, une fois de plus, la nécessité de promouvoir la souveraineté alimentaire. La sécurité alimentaire de l'Afrique de l'Ouest ne passe pas par l'investissement des pays industrialisés, à leur profit, dans les terres africaines, mais par l'application d'une politique agricole à l'abri des fluctuations du marché mondial.

Bamako, le 13 juillet 2009

Maurice Oudet, Président du SEDELAN

sedelan@abcburkina.net

* * * * *

Pax Christi Vlaanderen is diep geschokt door de laffe en wrede moord op Natalja Estemirova

Jo Hanssens, voorzitter Pax Christi Vlaanderen: “Wij rouwen om haar als om een eigen broer of zus. Zij gaf haar leven in dienst van vrede en rechtvaardigheid in een land dat zo gruwelijk geleden heeft en nog altijd lijdt onder oorlog, terreur en verdrukking. Eind september en begin oktober 2004 was zij onze belangrijkste getuige rond het thema: ‘Vrouwen als kracht tot vrede’. Koste wat het kost zou ze verder gaan met het levensgevaarlijke werk dat ze op zich had genomen. Oog in oog met de gruwel van de oorlog groeide ze uit tot een gedreven mensenrechtenactiviste. Met de hulp van een fotoestel en notitieboekjes bracht zij materiaal bijeen voor tientallen rapporten van ‘*Memorial*’, een organisatie die opereert vanuit Moskou en zich toelegt op de mensenrechtenschendingen in heel de Russische Federatie. Natalja Estemirova kreeg internationale erkenning voor haar bijzonder moedig werk. Zij ontving ondermeer de eerste Anna Politkovskaja prijs en de medaille Robert Schuman van het Europees Parlement.”

Pax Christi Vlaanderen roept de Russische en de Tsjetsjeense regeringen op paal en perk te stellen aan de schendingen van de mensenrechten en effectieve bescherming te bieden aan diegenen die mensenrechten op eerlijke en vreedzame wijze verdedigen.

* * * * *

**« La justice grandit une nation » (Pr 14, 34)
La restauration de la Nation par la lutte contre la corruption**

Message de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) aux fidèles catholiques, aux hommes et aux femmes de bonne volonté à l'occasion du 49ème anniversaire de l'indépendance de la RD Congo. EXTRAITS

Dans ces plaintes et gémissements, le peuple en particulier pointe du doigt la corruption qui est devenue le cadre général de vie et d'action politique en RD Congo.

Aucune institution en RD Congo n'en est épargnée tant la pratique tend à devenir normale aux yeux de beaucoup de Congolais. De l'école primaire à l'université, dans les cours et tribunaux comme dans d'autres instances de décision et d'exécution, des réseaux maffieux continuent, imperturbables, d'opérer. Une sous-culture marquée par la corruption est en train de s'installer dans la gestion de l'État. Comme un cancer, la corruption renforce le dysfonctionnement du système judiciaire. Tout le monde s'en plaint et la dénonce mais une réelle volonté de la combattre et de l'éradiquer fait encore défaut.

La corruption est une des bases de la répartition inéquitable de la richesse nationale entre la classe opulente constituée des autorités publiques et la majorité de la population qui vit misérablement. En plus, la corruption entretenue par l'impunité entraîne la dégradation des infrastructures de base, le découragement des opérateurs économiques, le mépris des textes et des normes, l'appauvrissement de l'État et son affaiblissement.

Cet affaiblissement de l'autorité de l'État est ressenti davantage par la population de nos quartiers et de nos villages où des assassinats, des viols et des vols sont perpétrés dans l'impunité générale de même que des détournements des biens communs et des maigres salaires des fonctionnaires de l'État, des policiers, des militaires et des enseignants.

Le Congolais fait l'expérience de l'abandon de l'État. Il est à la merci de tout. Des refoulements de Congolais des pays voisins dans des conditions de violence et d'humiliation n'ont pas encore provoqué une réaction crédible d'indignation de la part de nos gouvernants. Ces refoulés et plusieurs déplacés sont abandonnés à leur triste sort, sans une assistance appropriée, à la hauteur de leur détresse.

Des groupes armés dévastent par intermittence l'Est et le Nord-Est du pays, l'intégrité du territoire est sérieusement menacée, certaines parties du territoire échappent au contrôle du pouvoir central. Autant de situations qui révèlent l'affaiblissement de l'État et qui doivent interpellé le Gouvernement.

Les Organisations d'aide qui opèrent en RD Congo pour épauler notre population se sont rendues compte de la faiblesse de l'État. En l'absence d'un État censé planifier et canaliser l'aide extérieure suivant ses propres priorités et les besoins de sa population souffrante, les Organisations d'aide en RD Congo s'établissent où elles veulent et font ce qu'elles veulent. Cette manière de faire renforce dans la population le sentiment d'abandon par l'État.

La prolifération des fondations et Organisations non gouvernementales créées par les Congolais eux-mêmes obéit à l'esprit de lucre. La plupart de leurs initiateurs ayant compris la faiblesse de l'État, s'ingénient et excellent dans le détournement des biens et des fonds destinés à la base.

L'affaiblissement de l'autorité de l'État est dû également à des causes externes. A bien observer, l'on dirait même qu'il est orchestré par des organisations et pouvoirs occultes qui veulent avoir la mainmise sur la RD Congo et ses richesses qu'elles tiennent à contrôler et exploiter à souhait. La plupart sont de mèche avec des Congolais qui placent leurs intérêts au-dessus du bien de l'ensemble de la population. Certains s'illustrent par leur cupidité et l'accaparement des richesses forestières et minières au détriment des populations locales. Il y a de sérieuses raisons pour douter de la sincérité de l'intention qu'ils affichent d'aider la RD Congo. D'aucuns se demandent si l'on n'entretient pas des conflits et si l'on n'oppose pas des groupes ethniques les uns aux autres pour que perdure indéfiniment la présence en RD Congo de ces organisations et de ces pouvoirs occultes.

Pendant ce temps, des gouvernants, des gestionnaires de la chose publique et des hommes d'affaires malhonnêtes s'adonnent à un enrichissement éhonté, injustifiable par rapport à ce qu'ils gagneraient loyalement. Cet enrichissement constitue une offense à la misère généralisée dans laquelle croupissent la majorité de la population et des familles entières.

Ayant perdu le sens de l'État et de sa finalité, certains dirigeants ne se soucient guère de la population. Ils ne se préoccupent que de leurs affaires et de leurs propres intérêts pour lesquels le bien commun est sacrifié. En somme, nous assistons à un renversement des priorités et des valeurs : les affaires privées ont pris le dessus par rapport au bien de l'ensemble.

La justice sociale « grandit la nation » (cf Pr 14, 43), elle crée un climat de paix et d'harmonie dans la société du fait que la loi protège tout citoyen des exactions et de tout abus de pouvoir. Une telle justice implique l'existence d'un Etat de droit, dans lequel personne ne concentre tous les pouvoirs entre ses mains. La justice sociale et distributive doit être promue car elle offre à tous une égalité de chance fondée sur les mérites objectifs et non sur le clientélisme. Cette égalité de chance permet à l'État et à ses institutions de garantir le bien commun et de promouvoir un développement solidaire et intégral du pays.

La corruption vient contredire tous ces principes en instaurant comme norme l'intérêt égoïste, le népotisme, le tribalisme et le détournement. Il faut dès lors mener une lutte sans merci contre la corruption si nous voulons que notre pays se développe de manière harmonieuse. Le succès de cette lutte est aussi fonction de l'engagement de la population appelée à sortir de sa passivité pour dénoncer la corruption et éviter ainsi de devenir complice d'un mal dont elle est elle-même la première victime.

Le choix de la formation du peuple

Il est plus que temps que la formation et l'information du peuple soient considérées comme l'une des priorités de l'État et de la classe politique. Seul un peuple formé et informé deviendra capable de jouer son rôle. La formation doit viser à lui redonner des repères moraux, les seuls capables d'humaniser ses rapports avec ses semblables et de les servir dans la justice et l'honnêteté. L'absence d'une opinion publique bien formée dans notre pays, capable de peser sur les décisions n'encourage pas le contrôle de ceux à qui le peuple a confié un mandat. L'Église a pris la mesure du défi de l'éducation tant spirituelle, morale que civique aux fins de former le nouvel homme congolais capable de résister face à la dictature d'un gain facile et de l'avoir. Elle s'engage à poursuivre son programme d'éducation civique axé sur la participation des citoyens à la gouvernance locale et la lutte contre la corruption.

L'heure a sonné pour nous lever afin de reconstruire notre pays sur des bases solides

Au regard de cet impératif de bâtir notre destinée nationale, nous décrétons, pour l'Église Famille de Dieu qui est en RD Congo, l'année pastorale 2009-2010 : l'Année du Jubilé. Une année de grâce pour notre pays, une année de renouveau et de joie, une année de retrouvailles avec Dieu, pour mettre fin aux pratiques de corruption et de vénalité qui détruisent la nation et bâtir avec Dieu dans la justice, un Congo solidaire, prospère et heureux.

Fait à Kinshasa, le 10 juillet 2009



LES RÉFUGIÉS

Seraient-ils de trop ?

Qui n'a vu cette photo d'un corps d'homme, un Africain, échoué sur une plage du sud d'Espagne, à quelques mètres de vacanciers en maillot de bain ? Une image qui résume un des enjeux les plus importants de notre temps.

Fuyant les conflits, les persécutions, les violations des droits humains, la misère, des **millions d'hommes et de femmes** se lancent sur les routes et sur les mers à la recherche d'un peu de paix et de sécurité, d'un avenir meilleur. Les réfugiés et les migrants à nos portes, dans nos rues et nos quartiers nous rappellent que notre planète – « village global » - est en déséquilibre.

Comme disciples du Christ, nous ne pouvons rester indifférents à l'appel que lancent nos frères et sœurs réfugiés et migrants. Pourquoi ne pas nous interroger honnêtement sur les raisons qui les poussent à quitter leur pays ? Pourquoi ne pas ouvrir spontanément les portes de nos communautés aux réfugiés et demandeurs d'asile qui vivent près de chez nous ? Ils ont tant à nous partager de leur courage et de leur soif de vivre.

Ils ne demandent qu'un peu de compréhension, comme en témoigne cette femme rencontrée dans un centre fermé : « Tous ces gens qui habitent ici dans les environs, ils ne sont jamais intéressés à nous une seule fois. Et pourtant, ils nous voient tous les jours derrière les grillages. »

Christophe Reynders, s.j.

Quiconque n'a pas été lui-même un réfugié doit approcher le sujet avec grande précaution et respect, de peur de mal juger les raisons pour lesquelles une personne a été forcée de fuir. Cela est spécialement important dans le contexte du débat en cours sur la distinction entre « réfugiés politiques » et « migrants économiques ». Il est généralement impossible de distinguer entre l'extrême pauvreté, la famine, la répression politique, le conflit armé et d'autres formes de violence, qui pour beaucoup signifient un tourment physique et psychologique prolongé... Ceux qui fuient pareilles conditions de vie sont souvent décrits comme « migrants économiques ». Ils ne fuient pas une persécution, prétend-on, mais cherchent une vie meilleure. **Ce raisonnement a quelque chose d'artificiel** et tend à refléter la tendance de ceux qui penchent en faveur de cette thèse pour justifier la manière rude avec laquelle ils traitent les réfugiés plutôt que de considérer les conditions réelles auxquelles les réfugiés ont essayé d'échapper...

Ce dont les réfugiés et surtout les jeunes ont besoin et qu'ils apprécient le plus, **c'est l'amitié, la confiance et une compréhension partagée** des raisons pour lesquelles ils ont été

forcés de fuir leur pays. Amitié, confiance et compréhension donnent aux réfugiés l'espoir dans leur lutte contre le sort accablant. Sans espoir, peu d'entre eux pourraient survivre et rester physiquement et mentalement sains. Tant qu'il y a espoir, même lorsqu'ils n'ont ni abri, ni nourriture, ni médicaments, les réfugiés, même les plus vulnérables d'entre eux, peuvent surmonter d'énormes obstacles.

Père Peter-Hans Kolvenbach, ancien Supérieur général des Jésuites.



AFRIQUE : le continent compte un milliard d'habitants

Un milliard de personnes vivent actuellement en Afrique, selon les chiffres diffusés par le centre de recherches démographiques *Population reference bureau*, sis à Washington. Le rapport de l'organisme indique en effet que la population du continent augmente en moyenne de 24 millions de personnes par an et pourrait doubler d'ici 2050 et atteindre les deux milliards d'habitants. Les statistiques diffusées par le centre d'études montrent en effet que l'Afrique est le continent avec le taux de natalité le plus élevé du monde. La population de l'Afrique subsaharienne comprend pour sa part la plus grande présence de jeunes de la planète et, selon le rapport, devrait maintenir cette même tendance pendant plusieurs décennies. Selon le *Population reference bureau*, les Africains âgés de moins de 15 ans s'élèvent presque à 400 millions (soit 40% de la population totale) et, selon les prévisions du centre, devraient représenter 848 millions de personnes en 2050, où l'Afrique abritera 30% des enfants de la planète. "Cette importante frange de la population - affirment les auteurs de la recherche - parviendra à l'âge de travailler en considérant acquis le droit à l'instruction, un emploi gratifiant et une couverture sociale minimum : les conditions socioéconomiques du monde globalisé seront-elles capables de satisfaire leurs attentes croissantes ? Il s'agira de l'un des principaux enjeux sociaux des prochaines décennies".

www.misna.org/news du 21/8/2009

DUIZENDEN KINDEREN IN MALAWI LIJDEN AAN NICOTINEVERGIFTIGING DOOR WERK OP TABAKSVELDEN

LILONGWE (AFP) | De duizenden kinderen die op de tabaksvelden in Malawi werken, lijden aan zware nicotinevergiftiging. De kinderen zijn zo ziek dat het lijkt alsof ze vijftig sigaretten per dag roken. Dat zegt de ngo *Plan International*, die het opneemt voor de kinderrechten.

'De kinderen die er werken, zijn soms slechts vijf jaar oud en vertonen ernstige symptomen die optreden doordat hun huid per dag tot 54 milligram nicotine opneemt, wat gelijk staat aan dagelijks vijftig sigaretten roken,' meldt *Plan*.

De kinderen hebben hevige hoofdpijn, buikpijn, zwakke spieren en ademhalingsproblemen. Het zijn klachten die een gevolg zijn van nicotinevergiftiging. Omdat de kinderen klein zijn en hun lichaam nog niet bestand is tegen nicotine, lijden ze meer onder deze vorm van nicotinevergiftiging, die bekendstaat als de *Green Tobacco Sickness*. De ziekte ontstaat wanneer de huid nicotine absorbeert, die afkomstig is van natte tabaksbladeren.

Volgens *Plan* werken de kinderen zonder enige bescherming dagelijks tot twaalf uur voor een hongerloon van 0,2 dollar per dag. De kinderen worden ook fysiek, seksueel en emotioneel mishandeld. Zo'n 80.000 Malawische kinderen hebben door de armoede en honger geen andere keuze dan te gaan werken op de tabaksplantages in plaats van naar school te gaan.

De helft van de dertien miljoen Malawiërs leeft onder de armoededrempel en moet het stellen met een dollar per dag.

De laatste jaren is de productie van tabak verschoven van de VS naar ontwikkelingslanden zoals Malawi. Ongeveer 70 % van de inkomsten van het land komt nu uit de tabakssector, waarin zo'n half miljoen mensen werkt.

De ngo *Plan* roept de regering van Malawi op om de huidige arbeidswetten en wetten over de kinderbescherming toe te passen en wil de beste werkomstandigheden voor de kinderen op de plantages.

De Standaard, 27-08-2009



21 SEPTEMBER 2009, INTERNATIONALE GEBEDSDAG VOOR DE VREDE

Ieder jaar op 21 september, sluiten alle organisaties die lid zijn van Pax Christi International zich aan bij duizenden andere organisaties om de Internationale Dag van de Vrede te vieren, zoals die door de UNO werd afgekondigd. Die dag is ook een internationale Gebedsdag voor de Vrede. De Oecumenische Raad van de Kerken heeft gebeden voorbereid voor de vieringen van zondag 20 september. Zie www.overcomingviolence.org (nvdr. *Maar je moet ze wel vertalen uit het Engels of het Frans*).

Dit jaar wil de UNO deze gebeurtenis te baat nemen om aan regeringen en burgers te vragen al hun inspanningen toe te spitsen op de inzet voor kernontwapening en op de non-proliferatie. PCI zal een campagne opzetten om de mensen bewust te maken van de kosten en reële gevaren van kernwapens.

VLAAMSE VREDESWEEK 2009

WERKEN AAN HET KLIMAAT, VOOR VREDE

25 SEPTEMBER - 4 OKTOBER

Bestel nog vlug het boekje "**Vierend & bezinnend**" met basisteksten, enkele vieringen en gebeden, die u persoonlijk of in gemeenschap zult kunnen gebruiken om de vredesweek mee te beleven en te steunen.

Bestellen : Pax Christi Vlaanderen, Italiëlei 98a – 2000 Antwerpen

Tel. 03/225 10 00 Fax 03/225 07 99 paxchristi@paxchristi.be

€ 5,00

PÉTITION EN FAVEUR D'AUNG SAN SUU KYI



159,331 ont signé la pétition. Aidez-nous à atteindre 200,000 (au 29/08/2009 à midi)

Aung San Suu Kyi, l'icône et leader du mouvement démocratique birman, a été cruellement condamnée à une nouvelle année et demi de détention sur la base de charges factices.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg fait de **milliers de crimes commis par le régime contre le peuple birman**. Pendant les deux prochains mois, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis occupant la Présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, nous avons là la meilleure opportunité pour obtenir une **enquête internationale qui pourrait conduire à l'arrestation des principaux généraux**. Mais nous avons besoin d'une mobilisation mondiale massive pour pousser les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Conseil à agir et à persuader la Chine de ne pas mettre son veto

A l'attention des gouvernements britanniques et américains, ainsi que du Conseil de Sécurité des Nations-Unies:

Nous vous demandons de condamner la sentence cruelle prolongeant la détention d'Aung San Suu Kyi d'un an et demi, et de prendre dès maintenant des mesures au niveau du Conseil de Sécurité des Nations-Unies afin de créer une Commission d'Enquête qui exigera du régime birman qu'il rende des comptes pour les crimes contre l'humanité qu'il a commis.

Signez la pétition!

www.avaaz.org/fr/jail_the_generals/ (trait long et bas entre les 3 derniers mots)

